

Agriculture, société : je t'aime moi non plus

Agriculture-société : de l'éloignement au désamour

Lors de nos Assises, il a d'abord été rappelé que « l'image des agriculteurs » n'est pas une donnée en soi, mais qu'elle évolue en fonction des périodes, des contextes, des enjeux... Ainsi par exemple, à une autre époque, au XIX^{ème} siècle, « *l'image qui ressort des agriculteurs est très négative : égoïstes, mal sortis de la glèbe, peu collectifs...* ». Dans un autre contexte, au Maghreb aujourd'hui, « *l'image de l'agriculteur n'est pas forcément mieux valorisée (le fellah...)* ». Et par ailleurs, « *La France dans le monde est perçue très positivement concernant l'agriculture et l'alimentation* ».

1. DEPUIS L'APRES-GUERRE, UN DOUBLE MOUVEMENT DE DISTANCIATION

a. L'émergence d'une société de moins en moins paysanne et rurale

D'un côté, la trajectoire de la société s'est écartée des réalités agricoles, des consommateurs-citoyens aux grands décideurs dans nos sociétés devenues massivement urbaines. Les non-agriculteurs et les agriculteurs n'habitent pratiquement plus dans les mêmes territoires, ils ne se côtoient plus au quotidien. Les citoyens-consommateurs ont de moins en moins un parent ou un proche dans l'agriculture. « *On a une nouvelle génération où, quand on est urbain, on n'a aucune raison de penser à l'agriculteur : tout est automatique. On va dans les Supermarchés c'est plein... (et pourtant, si on coupe Rungis 48h c'est quand même la panique dans Paris !)* »

Dans un premier temps, « *ce sont les consommateurs qui s'étaient détournés des circuits courts, qui reviennent à la mode [...] Les gens venaient chercher le lait, les œufs, à la ferme. Et ce sont les consommateurs qui ne sont plus venus à la ferme* » Et puis, les « grands décideurs » eux-mêmes ont fini par délaisser l'agriculture : « *En Europe et en France, on a fait deux erreurs : On a cru que le 21^e siècle serait uniquement le siècle des services et de l'immatériel ; deuxième chose : on a arrêté de nommer l'agriculture : on parlait d'eau, d'alimentation, de territoires, de la société ... elle a disparu des écrans radars médiatiques et politiques. Elle est venue uniquement dans les moments de crise (scandales alimentaires...). Alors que les produits sont de plus en plus sûrs. Les vieux temps étaient épouvantables (il était plus sûr de boire de la bière et du vin que de l'eau...)* »

b. L'émergence d'une agriculture technique et filiarisée

En France, c'est surtout au sortir de la deuxième guerre mondiale que l'agriculture, et donc son « image » auprès de la société, vont considérablement évoluer. Notamment sous l'impulsion de la JAC, mais aussi des pouvoirs publics, de profondes transformations vont s'opérer. Un tournant productif est pris, il s'agit de nourrir la France puis le monde entier. *« Des changements économiques et techniques vont de pair avec une vision de la fonction sociale et symbolique de l'agriculteur : la fonction nourricière ».* *« Le terme même de paysan est remis en cause, on parle de chef d'exploitation ».* Cette transformation s'accompagne d'une diminution très importante du nombre de paysans à tel point que dès 1965 des sociologues peuvent consacrer un ouvrage à « Une France sans paysans ». Dès lors, *« l'agriculture s'est transformée, et sa représentation aussi ».*

Le monde agricole se concentre sur des enjeux de production pour des marchés de plus en plus lointains, ce qui a eu de multiples conséquences dans ses relations à la société. *« Le monde agricole a aussi connu une trajectoire qui l'a éloigné, technologiquement : entre le produit qui sort de la ferme et le produit du consommateur, le lien n'est pas facile à comprendre ».* *« Les étapes de la transformation ont éloigné les agriculteurs des consommateurs ».* *« L'intérêt pour les marchés mondiaux fait que l'agriculteur a plus les yeux sur la bourse que sur le prix de la baguette à Paris. Au 19eme siècle, l'essentiel de la bouffe était collecté alentour, aujourd'hui c'est mondialisé. La ceinture de maraichage de Paris a disparu ».* Conséquence parmi d'autres, *« les professionnels des semences connaissent bien les agriculteurs, mais ils savent peu comment le consommateur sait ce qu'est une semence ».*

c. En point d'orgue deux visons de la nature : une nature paysage idéalisée vs une nature artificialisée

Ce décalage, qui s'est instauré autour des réalités agricoles, s'incarne autour de la nature. Là aussi, les participants aux Assises témoignent qu'il y a *« deux trajectoires qui se sont écartées : des citoyens qui vivent dans des mondes changeants et urbains, se sont construits une image de la nature antidote de ces évolutions qu'ils subissent un peu. Donc une image de tranquillité... une nature idéale, souhaitée, de plus en plus « naturelle ».* Pendant ce temps, les agriculteurs disposent de techniques de plus en plus artificialisantes. Ainsi, les haies, les mares : *« c'était l'intérêt des citoyens, mais un jugement négatif par les agriculteurs ».*

d. En conclusion, « Il faut analyser l'éloignement comme deux trajectoires attirées par des pôles différents, pour des raisons très compréhensibles ».

2. DANS CE CONTEXTE DE DISTANCIATION, L'EMBALLEMENT DES CRISES ET DE LEUR GESTION ONT PROVOQUE UN DESAMOUR

a. Les crises alimentaires comme détonateur à partir des 70/80's

Pour certains participants, ce désamour a d'abord touché le cœur du contrat d'après-guerre entre le monde agricole et le reste de la société : autosuffisance alimentaire en France et en Europe et qualité sanitaire des produits. Le premier évènement remonte au début des années 1970, en Bretagne. Les évolutions agricoles conduisent à une surproduction de choux fleurs, et pour réguler les marchés, il est choisi d'en détruire une partie. *« Ça avait un sens économiquement, mais ça a choqué profondément qu'on puisse détruire de la nourriture ».* Le second concerne qualité sanitaire. Du fait des progrès réalisés, *« on pensait qu'on allait vers la sécurité sanitaire absolue, et dans les années 80 il y a eu des*

problèmes : cela a été vécu par les citoyens comme un choc car ils pensaient que ça ne pouvait plus arriver. On n'a pas mesuré l'effet déstabilisant pour les acteurs ».

Dorénavant, dans nos sociétés occidentales, lorsque les questions d'autonomie alimentaire sont évoquées, c'est plutôt pour fustiger « *le dumping alimentaire dans certains pays, qui déstructure les agricultures locales* ». Le monde agricole s'alarme lui de la disparition dans le débat public comme chez le consommateur-citoyen, d'enjeux aussi cruciaux que la rentabilité des exploitations ou l'autosuffisance alimentaire en France, en Europe et dans le Monde avec leurs dimensions géopolitiques (la paix dans le Monde, la place de la France dans le monde...) ou encore économiques, en termes de balance commerciale « *comment comprendre que l'on fait cocorico quand on vend des airbus... et rien sur nos céréales* » ?

- b. La montée des crises écologiques : dégradation des milieux et des ressources, réchauffement climatique, aujourd'hui l'érosion de la biodiversité

A ces « chocs » initiaux, de multiples autres sujets continuent à s'ajouter, qui alimentent le « désamour ».

La santé des milieux est devenue une préoccupation croissante au sein de nos sociétés, d'abord au sein du monde occidentale, et peu à peu à l'échelle de la planète notamment avec les inquiétudes liées au changement climatique, à l'appauvrissement des sols et de la biodiversité. Avec le temps, les connaissances scientifiques s'accumulent et les chercheurs « *se mettent à parler mais pour dire que des choses qu'on ne voyait pas posent finalement problème !* ».

L'agriculture d'après-guerre est associée à ces enjeux devenus problèmes. Avec les algues vertes, les glyphosates, et plus largement les phytosanitaires (entre autres...) c'est la contribution négative de l'agriculture à la bonne santé des milieux voire à la bonne santé de l'Homme qui est pointée du doigt. Ils sont aussi sujets de tension dans le monde agricole, par rapport à la façon dont « la société » s'organise pour gérer le vivant. La gestion normative du vivant déclinée à l'échelle de l'exploitation aboutit à « *un faisceau de contraintes, auquel je ne peux rien faire. Je passe plus de temps dans mon bureau que dans champs. Ça me mine.* ». Dans le fond, le monde agricole n'adhère pas à cette gestion administrée du vivant, aux incertitudes nombreuses.

- c. Un dialogue de sourd : nous ne parlons plus la même langue du progrès.

Finalement, c'est le rapport au progrès technique, à la modernité, qui est source de discorde, tant il est souvent opposé modernité et tradition, progrès et qualité. « *Ce que les citadins ne veulent pas voir c'est la modernité agricole. Ce que l'on demande à l'agriculture, c'est une agriculture qui n'a peut-être jamais existé, c'est le jardin d'Éden. On rêve d'un monde idéal de la petite exploitation* ». « *Attention on n'est pas ici avec Gaïa contre Prométhée. Ça me ferait mal de dire que je ne crois pas que l'agriculture française a des atouts pour produire mieux des produits appréciés en France et ailleurs* ».

Une société déboussolée, l'agriculture questionnée : une crise de la complexité, non sans perspectives

1. L'AGRICULTURE RECONNUE COMME UNE ACTIVITE MULTI-STRATEGIQUE

Au grès des tables rondes et des échanges avec la salle, une multitude de dimensions en jeu ont ainsi été abordées qui se retrouvent au cœur des relations « société / agriculture ». « *Il n'y a pas une attente, mais les gens ont des attentes assez précises de ce qu'ils attendent de l'agriculture et de l'alimentation* ».

a. Des productions vitales

Bien sûr, et en tout premier lieu, et parce que c'est vital pour nos sociétés depuis que le « chasseur – cueilleur » a cédé la place au sédentaire, les agriculteurs sont un maillon essentiel de l'approvisionnement en biomasse « renouvelable » de l'ensemble des membres de nos sociétés qui ne contribuent plus eux directement à en produire (aliments mais aussi énergie, biomatériaux...).

Mais cette fonction de production n'est évidemment pas unique.

b. Un poumon de la ruralité et des équilibres ville-campagne

Ainsi, l'entrée « territoire » a été mentionnée comme importante, que ce soit pour rappeler que l'agriculture participe du maintien d'un tissu rural dynamique, mais aussi qu'elle contribue aux paysages de France, à l'attractivité touristique de la France...

c. Un facteur de paix

Ce sont aussi des données économiques et géopolitiques qui ont été rappelées, comme la balance commerciale de la France, la paix en Europe et dans le monde.

d. Etre agriculteur : un métier, un statut...

Dans un autre registre, c'est la viabilité économique des exploitations, des filières agricoles qui est a été présentée comme enjeu majeur. « *Etre agriculteur c'est être entrepreneur. Une ferme c'est une entreprise, il faut dégager des bénéfices pour en vivre, investir et préparer l'avenir* ». Mais c'est aussi le sens et le plaisir de ce métier qui sont évoquées, en lien avec des dimensions d'autonomie, de liberté, la fierté d'être agriculteur, l'envie transmettre avec plaisir et confiance...

e. Un « supplément d'âme »

Plus qu'une fonction ou un métier, pour un participant, « *l'agriculteur est un supplément d'âme d'un territoire, un lien au vivant...* ».

2. DE LA DIFFICULTE DE RELIER : LES ECARTS DEVIENNENT DES CONTRAIRES

- a. De nombreux signaux qui témoignent d'un regain d'intérêt envers l'agriculture, l'alimentation, l'environnement....

Pour les participants aux Assises, « désamour » ne signifie pas pour autant indifférence, voire éloignement irréversible. Bien au contraire. Des enjeux retrouvent dans nos sociétés une acuité nouvelle, mais sous des formes différentes d'autrefois. Ce sont plutôt à de multiples formes de reconnections auxquelles on assiste, autour des enjeux liés à l'agriculture, à l'alimentation, la santé, la biodiversité... On assiste au « *retour en force des citoyens consommateurs [qui] se remêlent de ce qui se passe dans les fermes* ». Autre signal évoqué, les formations en liens avec l'agriculture, le développement durable, l'environnement, sont très prisées, même si ça n'est pas forcément l'agronomie qui attire. « *Aujourd'hui, nous avons des étudiants qui arrivent et qui sont intéressés par nos formations, mais qui n'ont pas une connaissance claire de ce que c'est que l'agriculture* ». « *Les étudiants au quotidien chez nous ils disent : « moi j'aimerais bien sauver la planète et contribuer à une alimentation plus saine ». Mais ils ne nous parlent pas d'agriculture* ».

Mais pour l'instant ces multiples reconnections ne permettent pas de réduire « l'écart » entre les agriculteurs et le reste de la société.

- b. Des postures difficiles à dépasser, des attentes difficiles à relier

Les interactions nombreuses et inextricables entre les multiples dimensions en jeu, voire les éventuelles synergies possibles, sont bien perçues. Mais elles ne sont pas pensées et donc encore moins prises en charge simultanément. Les logiques et les systèmes d'action qui sous-tendent les unes tendent donc à souvent à s'opposer aux autres. Il est difficile de dépasser certaines postures car comme trop souvent « *dans les débats, chacun reconnaît que bien souvent les positions des uns et des autres sont caricaturées... ou que chacun caricature parfois sa position... y compris lors de ces Assises. Ce qui tend là encore à créer ou renforcer des clivages* ».

Sur un certain nombre de sujets, ces logiques apparaissant comme contraires, opposées, ont été explicitées.

Le local et le global

Une des difficultés à faire émerger des synergies entre les dimensions en jeu trouve son origine dans le fait que les niveaux d'action et de décision s'interpénètrent et qu'ils ne peuvent plus être pensés indépendamment les uns des autres : « *en agriculture, on parle de proximité et d'exportation* ». Exemple parmi d'autres, sur les questions d'autosuffisance alimentaire, comment prendre en compte la difficulté que « *l'import / export : c'est du dumping alimentaire dans certains pays, qui déstructure les agricultures locales. Donc comment exporter sans déstructurer ?* ». Comment renforcer certaines synergies ? « *Mes céréales sont exportées, mais c'est aussi un retour sur le territoire* ».

Modernité et tradition

Dans ce que se joue dans les relations entre agriculture et société il a aussi été question de représentations, du symbolique, du lien social, du rapport à la modernité, à la tradition... « *L'agriculture aujourd'hui c'est avant tout une agriculture moderne et innovante. Or dans la société, chez les étudiants, on a souvent l'image d'une agriculture traditionnelle issue des images de la publicité* ». « *Le fossé s'est creusé. Ce qui est clair aujourd'hui c'est que dans le monde urbain la vision que l'on peut avoir de l'agriculture ce n'est pas celle que l'on connaît lorsque l'on est soi-même peu ou prou liée au monde agricole* ».

Pour autant, une fois encore, pourquoi seulement s'arrêter à ce qui oppose l'une à l'autre ? Autre point de vue évoqué : « *Sur modernité et innovation : je ne pense pas que les O.N.G. y soient opposées. Mais la question est : pour quoi faire ? Si on n'explique pas l'usage et le sens, alors innover pour innover... expliquer pourquoi il y a de la modernité, à quoi sert l'innovation* ». « *Les associations ne prônent pas une agriculture non moderne. Ce qu'elle cherche c'est produire mieux. En en vivant* ». De fait, « *La modernité, le numérique, l'innovation, attirent. Si on dit aux étudiants que derrière l'agriculture et l'alimentation il y a de à l'innovation, ça attire* ».

Quantité et qualité

Là encore, le constat est qu'il existe une lecture polarisée de ce sujet. Sur la quantité, « *j'ai forcé le trait, car c'est important [...] On a tendance en France et en Europe à mettre l'accent sur les questions qualitatives : à juste titre. Mais ce curseur placé sur la qualitatif ne peut pas être exclusif car sinon, on oublie que nous fonctionnons grâce au fait qu'on ne se préoccupe pas de savoir si on a à manger. Médiatiquement, il y a des débats qui accaparent le débat et qui sont pourtant minoritaires* ». Sur la qualité, et pour ce qui concerne l'alimentation humaine, les consommateurs sont de plus en plus sensibles à la qualité gustative des produits, leur origine, leur identité. La santé, la santé-alimentation deviennent des enjeux de plus en plus importants « *pour demain, les consommateurs vont être de plus en plus attentifs aux composantes non énergétiques de l'aliment (avant la vision de la nourriture c'était le plein d'énergie) : les teneurs en vitamines, en acides gras...* ».

Mais il est tout aussi souhaitable de ne pas oublier ce qui les relie. « *De quoi parle-t-on ? De la masse ou de la qualité nutritionnelle ? S'il faut manger 100 pommes d'aujourd'hui pour avoir la même qualité nutritive qu'une pomme d'autrefois, alors on voit que quantité et qualité sont liées* ».

Marché et environnement

Sur les dimensions production / commerce / environnement « *Il existe des questions d'environnement qui sont des problèmes : comment arriver à produire dans un environnement perturbé ? La salinisation des sols par exemple... les problèmes d'environnement sont vitaux. Ainsi, il faut admettre qu'il y a un problème environnemental qui a émergé...* ». Et ces questionnements ne se limitent pas aux pays Occidentaux, « *En Afrique et dans le monde arabe, des pays n'ont plus d'eau, plus de terre, et subissent le réchauffement climatique. Ces pays doivent à la fois produire plus chez eux et aussi ils attendent plus de commerce. Ils n'ont pas le choix* ». Trop souvent le monde agricole constate et déplore qu'en freinant la capacité productive en France pour des raisons environnementales, c'est ailleurs, et souvent dans de moins bonnes conditions environnementales, sanitaires et sociales que certaines productions se développent et reviennent pour partie en France...

Le consommateur et/est le citoyen

Finalement, ces multiples enjeux sont d'autant plus difficiles à séparer qu'ils cohabitent au sein de chacun « *Bien distinguer le citoyen et le consommateur. C'est facile de dire, les gens sont schizophrènes (ils n'achètent pas les choses dont ils ont envie) : non, ils sont dans deux situations différentes* ».

3. PLUTOT QU'UNE « SOCIÉTÉ DEBOUSSOÉE », LES PARTICIPANTS ONT PLUTÔT ÉVOQUÉ UNE SOCIÉTÉ DANS LESQUELLES COEXISTENT DES BOUSSOLES MULTIPLES, AVEC DES COMPLEXITÉS MULTIPLES

- a. Chacun constate que la complexité est là et qu'il faut faire avec. Mais plus qu'une complexité, des complexités, que chacun appréhende en fonction de sa sensibilité, sa situation d'action, son histoire...

Il ressort de nos Assises que ce qui caractérise aujourd'hui les enjeux au cœur des relations agriculture / société c'est un double niveau de complexité.

D'une part, chaque dimension en jeu est complexe en elle-même.

« La société ne peut imaginer la complexité de ces entreprises qui gèrent du vivant... de la norme du climat... Des métiers que plus personne ne peut imaginer ». Du coup, « les agriculteurs répondent technique. Mais la question qu'on leur pose résulte d'une telle implication du modèle qu'avant d'être capable de répondre ils ont besoin de réinjecter la complexité qu'ils vivent dans le modèle, donc ils sont d'abord sur une réponse technique ».

D'autre part, comme ces dimensions sont liées entre elles par de multiples voies, il y a une complexité des complexités à les appréhender simultanément. Ainsi, *« sur le dialogue agriculture / société, et la capacité à y répondre, il y a différents modèles de représentation de la nature et de l'agriculture. Mais on parle assez peu des différences de complexité de ces modèles. Est-ce que ce n'est pas ça plus que la différence de modèle qui pose soucis ? ».*

Chacun, dans « sa » complexité, peine à appréhender celle de l'autre, et tend plutôt à dénoncer le manque de vision complexe chez l'autre... D'où un dialogue difficile... *« L'écolo a une vision simple du champ cultivé, l'agriculteur il aura une vision plus complexe. Mais l'écolo verra la complexité de la haie, l'agriculteur dira : ça c'est une haie. Effectivement, l'objet auquel on ne s'intéresse pas, sur lequel on a moins d'intérêt, pour lequel on n'a pas autant d'attention, il paraît simple ».*

Avec cette lecture, il apparaît alors que ce n'est pas tant qu'il y aurait d'un côté des personnes, des institutions, qui seraient sensibles à la complexité, et d'autres qui seraient insensibles. Mais il apparaît plutôt que chacun voit la complexité « à sa porte ». Tout le monde peine à comprendre et à intégrer la complexité des autres. Cela conduit à des écarts qui s'accroissent, des dimensions qui se dégradent, et *in fine* du désamour...

Un échange lors de ces Assises a permis d'illustrer très concrètement la difficulté à appréhender cette complexité des complexités. Un participant, non issu du monde agricole, a évoqué le fait que « *des agriculteurs testent des mélanges de céréales dans les parcelles, or les meuniers disent que ça ne les intéresse pas et qu'ils préfèrent des variétés pures* ». Et de poursuivre « *Que font les meuniers quand ils ont ces farines de variétés pures ? Ils les mélanges pour les boulangers pour qu'eux vendent leur pain plus cher* ». Et de conclure « *La valeur ajoutée revient à celui qui mélange... Soit les agriculteurs disent ce n'est pas notre problème, et ce sont les meuniers qui créent la valeur ajoutée soit les agriculteurs disent on sait faire, et ils choppent la valeur* ». Or un meunier, présent dans la salle, a souhaité faire une mise au point « *Je suis meunier, on ne souhaite pas utiliser de mélanges de variétés car le mélange de variétés au champ ne permet pas la qualité standard (ce n'est pas un problème de valeur, les meuniers n'en tirent aucun bénéfice, mais un problème technologique), car n'est pas stable en fonction des conditions climatiques* ».

- b. Des attracteurs multiples, des attentes variées, il faut faire le deuil d'une solution unique et rechercher des hybridations vertueuses.

« Il faut accepter plusieurs attentes citoyennes, plusieurs types de consommateurs, plusieurs réponses économiques, plusieurs transformations industrielles ; ce qui nous déboussole c'est que la mosaïque s'épaissit ».

« C'est le cœur du sujet. On est obligé d'être dans un équilibre. Des aspects religieux, de goûts, les humeurs, les saisons... Et les revenus. Il ne faut pas tendre vers une agriculture en fonction du pouvoir d'achat, mais une mosaïque de comportements alimentaires. Tendanciellement, on dépense moins pour son alimentation, mais on observe qu'en France, on est ok pour ne pas descendre trop bas et même ça remonte. Malheureusement, on n'est pas dans un monde de convergence économique, donc il n'est pas nécessaire d'en rêver. Ne pas enfermer les filières dans une segmentation, car une diversité à tous les niveaux. »

Répondre à cette diversité de situations, d'offres et de demandes nécessite et nécessitera encore plus demain une diversité de projets agricoles, de profils d'agriculteurs, de formes d'agricultures. « *Le problème, c'est de les rendre compatibles, qu'elles puissent vivre ensemble. Il faudrait que certaines agricultures n'envahissent pas les autres* ».

Horizons agricoles, après le désamour : vers le divorce, des adaptations réciproques pour mieux cohabiter, ou de véritables et sincères retrouvailles réciproques ?

Si l'indifférence ne semble plus être d'actualité, le désamour va-t-il conduire au divorce ou aux retrouvailles ? L'imbrication des enjeux, des échelles, conduit de fait à des tensions, difficiles à réguler en l'état actuel des choses dans la mesure où l'écart s'est accru entre le monde agricole et le reste de la société. Quelles réponses pourront être apportées ? Se plier, expliquer, dialoguer ?

1. UN HORIZON POSSIBLE : LE DIVORCE...

De fait, il y a un malaise réel du côté du monde agricole. *« Je suis mal à l'aise : le monde agricole doit faire face à des difficultés : dérèglement climatique (premiers touchés), ils doivent innover, et ils doivent répondre à des clients locaux et mondiaux de plus en plus exigeants, répondre à une pression normative super importante, en plus, on leur demande d'entretenir les paysages... Un monde agricole qui est mal perçu, oublié, alors qu'il est concerné par des sujets, et à l'échelle mondiale, certains pays ne nourrissent pas la planète, mais contribuent à des équilibres alimentaires mondiaux ».*

Le risque dans ces situations d'enjeux imbriqués est que cela conduise à une ingérence croissante de la société dans l'agriculture (ingérence sur les choix agronomiques, économiques...), ingérence déjà constatée. *« Un agriculteur m'a dit : tu vois, la société veut nous expliquer comment on doit faire notre métier ».* Il y a une difficulté à dépasser le blocage généré par le fait que *« les citoyens se préoccupent de nouveau de ce qui passe dans leur assiette alors que d'un autre côté, « la liberté d'entreprendre » fait partie des valeurs fortes revendiquées par les agriculteurs.*

Certains participants non agriculteurs rappellent néanmoins qu'un tel risque d'ingérence ne concerne pas que les seuls agriculteurs. *« Dans le même temps on essaie d'expliquer au prof de tes enfants que sa méthode de lecture n'est pas la bonne, à ton médecin traitant que le type de médicaments qu'il prescrit n'est pas le bon... », et « quand un chercheur présente des choses à un agriculteur, l'agriculteur lui demande comment il a obtenu ces résultats... Donc c'est une réalité ».* Il s'agit plutôt d'une évolution de nos sociétés, à prendre en compte.

Dans ce scénario, même lorsqu'elles se renforcent, les relations restent biaisées. *« De la solidarité... tant que le paysan est pauvre... Car s'il s'enrichit, s'il fournit quatre AMAP, ce n'est plus un paysan ! Un rapport tout de même de condescendance... ».*

Ainsi, il y a un risque bien perçu que, dans les conditions actuelles, le regain d'intérêt autour de l'agriculture soit perçu négativement par les agriculteurs. Le pire alors serait pour certains que le divorce soit tel qu'il n'y ait plus, de part et d'autre, d'envie de partager : « *perte de communication, d'explication, d'envie de partager* ».

2. UN AUTRE HORIZON, DES ADAPTATIONS RECIPROQUES, AVEC DE LA COMMUNICATION POUR, SI CE N'EST ETRE D'ACCORD, AU MOINS EXPLIQUER, S'EXPLIQUER...

Ici, « *le problème n'est pas une mise en question de la compétence de chacun, mais le problème est d'expliquer. Exemple de l'enseignant : ils ont expliqué ce qu'ils faisaient. Tel que vous le présentez, c'est peut-être simplement une demande d'explication, et pas que pour des raisons techniques.* »

« *Il est extrêmement important d'expliquer combien cette agriculture est moderne. Il y a les drones mais pas que. Une image extrêmement moderne qu'il faut expliquer à la société. Il faut ouvrir les fermes, les exploitations, pour montrer cette modernité.* » « *Expliquer ce que l'agriculture fait en termes de paysages* ».

Pour le monde agricole, une piste passe alors par la mobilisation « d'ambassadeurs positifs », pour parler de l'agriculture d'aujourd'hui. Des ambassadeurs à trouver soit au sein du monde agricole « *les autres secteurs, qui font l'opinion, sont habités par des témoins, des héros, des gens qui sont ambassadeurs positifs de leur métier, des filières... on a des gens comme ça* », soit en dehors, car les agriculteurs peinent à jouer cette fonction explicative ou à être crédible « *Un des grands déficits, c'est que médiatiquement le monde agricole n'a pas ces héros, ces témoins, pas ces héros du « faire », ces graines d'âmes...* ». « *Je crois beaucoup à la technique du tiers disant, faire dire un certain nombre de choses qui sont des choses de bon sens, de rectifier, faire appel à des gens ne pas porter le message.* »

3. L'HORIZON DES RETROUVAILLES SINCERES : LE DIALOGUE, LA CONFIANCE, POUR FAIRE FACE ENSEMBLE A LA COMPLEXITE, ET SE RETROUVER

La diversité des attentes auxquelles il serait intéressant de répondre « *crée la complexité du problème* ». Et cette complexité est croissante.

Retrouver un véritable dialogue a de multiples fois été évoqué comme un moyen essentiel permettant de faire face de façon positive à la complexité et par là même à réduire le décalage qui s'est instauré. « *On est dans un monde où l'on ne peut pas faire face seule à la complexité, or le monde agricole c'est complexe. Réduire les intrants, c'est avoir énormément d'action. Les journalistes n'y connaissent rien sur les questions d'agriculture, et en 1mn30 ils n'ont pas le temps. Avec les parties prenantes, avec la société civile, cette construction ça permet de dépasser la complexité et de ne pas se sentir agressé* ».

Des signes encourageants qui témoignent de retrouvailles possibles en dehors de cas particuliers, pour qui veut et sait les voir

L'ingérence tant redoutée peut être lue comme une attente forte de la part de la société, à la condition qu'elle ne se transforme pas en jugement, mais qu'elle se traduise par du questionnement, de l'écoute, de l'apprentissage, du dialogue

« *C'est là-dessus qu'il faut partir : là où il y avait indifférence, il y a tension aujourd'hui. Une tension peut devenir une force* ». « *Ces attentes, on s'en fiche ? Ou on dit : « il y a une attente et les agriculteurs bénéficient d'un capital de confiance pour être les intermédiaires entre les urbains et la nature » ? « Les*

attentes du citoyen : est-ce qu'on s'en préoccupe ? Est-ce qu'on dit « ce sont de douces rêveries » ? Mais ça veut dire que d'autres vont s'en occuper. Et qui récupère la valeur s'il se crée des marges et de la valeur ? Il y a sans doute beaucoup de choses à saisir ».

Les agriculteurs, eux aussi « dans la société » ne sont pas indifférents à ces nouveaux enjeux. Malgré leurs difficultés bien réelles « *le monde agricole est plutôt optimiste* », à la condition que leur réalité économique, leurs conditions pour exercer leur métier, les valeurs qu'ils y attachent, soient également mieux comprises et prises en compte.

Possibles, attendues, ces retrouvailles passent par un travail de fond. Cela va demander du temps, de la méthode, des savoir-faire, car « *Ce n'est pas gagné d'avance, et ça va être long. Ce n'est pas quelque chose qui va se régler d'un claquement de doigt ou d'une campagne de communication* ».

Construire de nouveaux équilibres

1. UNE RECONFIGURATION S'OPERE

Lors de nos Assises, de multiples initiatives ont été citées qui vont dans le sens de la recombinaison de nouveaux équilibres. Ces projets sont souvent vécus comme positifs à la fois par ceux qui les initient et par ceux qui les connaissent. Dans leur diversité, de grands traits communs à ces initiatives ressortent.

a. La recherche d'une multi-performance

Cette recherche se manifeste à différents niveaux.

Cela peut être pour certains **une recherche personnelle** avec le fait qu'aujourd'hui, de plus en plus d'agriculteurs ne mettent pas en avant la seule question de la viabilité de leur exploitation pour se lancer dans ce métier. *« Les collectifs en agriculture biologique. Ce qui m'a frappé : si ces agriculteurs étaient très soucieux de la viabilité de leur exploitation, ils ne se situaient jamais uniquement sur le seul terrain de l'efficacité économique, mais il y avait aussi des valeurs engagées : l'autonomie (sortir des dépendances des firmes agroalimentaires, des banques, des propriétaires), le relationnel, le rapport à la santé et à l'environnement. Ma conviction c'est que ce faisant, c'est eux l'innovation : c'est-à-dire ne pas attacher de l'importance qu'à la viabilité ».*

L'intérêt de **la proximité qu'offre le territoire** a également été rappelé dans la perspective de retrouver de nouveaux équilibres entre les agriculteurs et la société. Cette proximité permet un rapprochement entre le producteur et le consommateur (les AMPA...), avec les habitants. *« La ville de Lyon nous a demandé de développer leur politique agricole. Que faire autour de l'agriculture périurbaine ? Plus récemment, une sollicitation pour remettre en place des jardins collectifs dans certains quartiers. L'agriculture comme vecteur de lien social ».* Ailleurs, *« Je suis en milieu périurbain : des Fermes ouvertes, une transformation de bâtiments comme lieux de réception de scolaires et surtout de familles. On reçoit 140 000 personnes plus 25 000 enfants dans la ferme. On essaie de faire de façon concrète et pratique ce qu'un agriculteur fait dans son village, on discute, on dialogue, on est un supplément d'âme dans un territoire ».* Elle permet aussi, et sous réserve d'anticiper et de dialoguer, de dépasser certains blocages. Là, la complexité peut être expliquée, comprise... *« Un projet de revitalisation de territoires ruraux autour de la méthanisation. [...] L'agriculteur qui se pensait dans son bon droit n'a pas pensé à associer les riverains. Il n'a pas pris la précaution de dialoguer. De voir si son unité était bien positionnée. Il faut toujours avoir à l'idée que ce qui paraît évident pour les agriculteurs, comme par exemple bien savoir faire son métier, n'est pas perçu comme tel par l'opinion ».* D'où un échec du projet alors qu'en s'y prenant autrement, les choses peuvent mieux se passer *« J'ai porté un projet de méthanisation. Il faut préparer le coup. On invite les maires. On visite, on explique. Ils mesurent la complexité sur les élevages de porcs. Puis il y a eu la consultation du public. Pas d'avis négatif. Parce que nous avons expliqué ».*

C'est parfois une **filière** qui s'empare de façon constructive de nouveaux questionnements, et qui s'ouvre à de nouveaux acteurs pour trouver avec eux des réponses communes. Ainsi, l'initiative d'Interbev a été présentée comme un exemple réussi *« de concertation avec la filière bovine et les O.N.G. environnementales ».* *« Trois ans. On est arrivé une publication commune. Une publication sur*

élevage allaitant et climat. Les O.N.G. et la filière portent des demandes de solutions communes auprès des ministères ».

C'est aussi **au niveau national et de l'Etat** que la façon d'aborder les enjeux agricoles et de société évolue. Le processus ouvert de rencontre et d'échanges qui a été à la base des Etats Généraux de l'Alimentation, sans préjuger de leur suite, a là encore été évoqué comme allant dans le sens de cette recherche de construction de nouveaux équilibres. *« Peut-être parce que nous étions une profession essentiellement masculine dans nos organisations, les questions alimentation étaient moins sensibles. Ça a été productif car les gens se sont écoutés ».*

b. Ecoute, dialogue confiance, les ferments des nouvelles routes

L'écoute, le dialogue, la confiance sont évoqués comme les ingrédients clés de la construction de ces nouveaux équilibres.

Mais pas n'importe quel dialogue.

D'abord, il ne s'agit pas de rechercher à tout prix des accords, mais bien d'échanger sur le fond. *« Au début, tout le monde était ancré dans sa posture. Progressivement du dialogue autour de thèmes très précis. Il se sont découverts, écoutés, sans être d'accord. On a identifié les accords avec les désaccords. On a construit autour de ça. On a parlé de dialogue décalé, je suis tout à fait d'accord. Si les filières et les O.N.G. ne font pas cet effort de dialogue on sera toujours dans un dialogue décalé. [...] Le monde agricole répond souvent technique. Les O.N.G. sont plus sur les valeurs, les émotions. Les O.N.G. de protection de l'environnement. Au fur et à mesure, elles ont découvert les contraintes auxquelles sont confrontés les éleveurs et le monde agricole. Les O.N.G. l'entendent ».*

Alors, et dans un éventuel deuxième temps et c'est là l'enjeu de fond, ce dialogue qui s'instaure peut permettre d'arriver à faire émerger les conditions permettant à ce que les préoccupations des uns et des autres, jusque-là parfois clivantes, puissent devenir communes (et non pas de convaincre l'autre). *« Notre philosophie, la biodiversité il faut en parler à tout le monde, en faire une préoccupation commune [...] Je prends par exemple les carrières. Quand les professionnels voient arriver une espèce protégée au milieu de la nuit, pour eux c'est une mauvaise nouvelle. Mais tant que ça restera une mauvaise nouvelle, la biodiversité est mal partie. Mais on part de là et après on dialogue ».*

2. MAIS DES FREINS EN LIMITENT TOUJOURS LA PORTEE

a. Il n'est pas toujours possible de jouer la proximité...

Si de « nouveaux équilibres » semblent plus facile à faire émerger dans la proximité, les participants aux Assises ont néanmoins fait ressortir dans leurs interventions que cela reste beaucoup plus difficile dès lors que cette « proximité physique » disparaît. Ainsi, et pour faire écho aux réussites de Fermes ouvertes en milieu périurbain, il a ainsi été expliqué que cela reste plus facile à mettre en place en dans les territoires périurbains que dans les territoires plus ruraux. *« Les visites de ferme, on en fait en milieu rural, nous avons aussi des fermes pédagogiques. Mais il y a le problème de la non proximité. Pour les écoles urbaines, il faut des transports, cela coûte cher... On assiste à une baisse des visites d'enfants urbains vers es fermes pédagogiques ».*

Dès lors, il y aurait tout à gagner à mobiliser plus les opérateurs de filières, les entreprises, pour construire et valoriser ces nouveaux équilibres. *« Aux États-Unis : l'agriculture du milieu. Une agriculture qui pourra collaborer avec un certain nombre d'acteurs intermédiaires que sont ces TPE ces PME... je ne*

crois pas au lien direct entre l'agriculteur et le consommateur. Ça fait partie du dialogue mais n'oublions pas ces entreprises de l'agroalimentaire. »

b. Des jeux de postures simplificateurs, qui clivent et dont il est difficile de sortir

Trop souvent, dans les prises de paroles publiques des uns et des autres, la complexité en jeu peut difficilement être présentée, décrite, ce qui accroît les décalages, les tensions... *« La posture agricole est trop souvent syndicale, clivante, la réclamation d'un dû par rapport à la société, la PAC... ». « Ce qui me choque, c'est que la réponse du syndicalisme est presque toujours sur le plan technique et économique, et presque jamais sur le niveau symbolique, éthique, la dimension sociale, ou environnementale... ». « Je me souviens d'une intervention à l'Ecole du paysage. De la simplification. D'un côté un tueur avec des pesticides, donc triste. De l'autre un bio heureux. Ces gourous sont à l'origine de beaucoup de tensions. Cette dualité simplificatrice est orchestrée par des gens, géniaux... ». « Les agriculteurs se trouvent caricaturés par les O.N.G., mais le message des O.N.G. est aussi simplifié par les médias. ».*

Ces échanges sont saturés par de multiples controverses souvent stériles : *« quand on voit les débats, trop de controverses, d'oppositions ».*

c. Un droit de l'environnement « d'ingénieur », normatif et cumulatif plutôt que systémique qui contraint (contraignait ?)

Les Assises ont permis de faire un zoom sur un domaine plus spécifique, le droit de l'environnement, sur la façon dont il s'est mis en place, et donc sur la façon dont il participe à structurer les relations entre les agriculteurs et le reste de la société.

Il a ainsi été rappelé qu'au départ, c'est un droit « hors sol », technique, qui s'est constitué par accumulation, et de façon défensive (pour répondre à de nouvelles pollutions, de nouveaux risques, de nouvelles technologies...), sans approche globale et systémique. *« Il a beaucoup évolué par à coup et au coup par coup, ça donne ce sentiment d'amoncellement sans cohérence, de profusion. Aussi, des textes très /trop précis, trop techniques, ce qui nuit au principe de clarté du droit ; [...] Il n'y a pas d'approche globale et systémique ».*

Ce « droit d'ingénieur », *« on veut définir ce qu'est une pente, une fertilisation raisonnée »*, qui finalement plait assez peu aux juristes, peut ainsi être source de difficultés. Les agriculteurs souffrent de ces mesures qui impactent au quotidien leur métier mais aussi leur vie. *« Une marche forcée, beaucoup de choses imposées, de choses qu'on ne maîtrise pas. Elles agissent de façon négative sur ma ferme, mais aussi sur mon mental. Autour de ma Ferme, un faisceau de contraintes, auquel je ne peux rien faire. Je passe plus de temps dans mon bureau que dans les champs. Ça me mine ».* Ces mesures demandent aux agriculteurs de s'adapter sans cesse, sans tenir compte de pas de temps cohérents avec le vivant, avec la vie des exploitations agricoles. *« Des contraintes, des normes, des attentes des marchés, de la société, ça foisonne, c'est complexe, c'est diffus... et les lois aussi... nos élus légifèrent, légifèrent, légifèrent... On me demande parfois de m'adapter plus vite que mon cycle de production. Sur la PAC, combien de fois il a fallu changer de façon de faire ? Je passe 2-3 semaines de bureau pour savoir comment faire... Il y a beaucoup de dossiers traités dans urgence ».* Finalement, *« cela a cassé le ressort du volontariat et de la contractualisation ».* *« Il y a eu une logique de la normalisation, qui est sans doute un frein aujourd'hui à l'imagination et la mise en œuvre de solutions complexes »*

D'un point de vue historique, cette logique de construction du droit peut se comprendre. *« Certaines associations étaient poussées par de la réglementation. Parce qu'elle n'avait pas la capacité de se faire entendre autrement »,* aussi *« pendant longtemps il a fallu passer par les obligations. Il y avait des*

chauffards, il faut le dire, à qui il a fallu dire que ça ne pouvait plus se faire. Maintenant tout le monde le fait, l'éco-conditionnalisation des aides PAC... ».

Il a aussi été rappelé que malgré ses défauts, ce droit a le mérite d'exister, et que s'il est parfois mobilisé de façon abusive par certaines « associations de défense » notamment, il est néanmoins important « *de se réjouir chaque jour de vivre dans un Etat de droit* ».

Le champ du droit de l'environnement se déplace, il porte aujourd'hui plus sur des questions de santé et de biodiversité que sur les produits (s'ils sont sources d'inconvénients, de risques...) ou les territoires (fragiles, intéressants...). Face à ces nouveaux enjeux, qui prennent de plus en plus d'importance, la conception historique du droit de l'environnement n'est sans doute plus tout à fait adaptée.

D'ailleurs, dès à présent, ce droit de l'environnement est en train d'évoluer. Il se simplifie, se modernise. Par exemple, « *pour contester l'autorisation unique environnementale, un tiers a 4 mois, alors qu'avant il avait jusqu'à 4 ans* ». Plus fondamental encore, il comporte même des innovations qui reconnaissent notamment le principe de complémentarité entre agriculture et environnement, par exemple le fait que « *les surfaces agricoles peuvent être spécifiques d'une biodiversité spécifique* » et le principe que « *l'agriculteur peut concourir au maintien voire à la création de biodiversité* ». Se faisant, il va dans le sens d'une approche plus globale, plus complexe et qui « *intègre l'homme dans la boucle de l'environnement* ».

De telles évolutions ne peuvent que renforcer la possibilité, la faisabilité, de « reconstruire de nouveaux équilibres », et même s'il reste beaucoup à faire « *il faudrait que droit de l'environnement opère une mue profonde, qu'il abandonne le regard au zoom pour une approche grand angle, systémique...* ». Pour autant, il a été réaffirmé que « *le droit ne sera pas le socle sur lequel vous construirez de nouveaux projets. Jamais un juriste ne prétendra ça !* ».

d. Des faux dialogues

Enfin, si l'importance, la nécessité du dialogue ont été martelés, il a aussi été évoqués les dispositifs, notamment ceux de consultation du public, qui de l'aveu de ceux qui y participent « *ne marchent pas...* », ne permettent pas de sortir des « jeux de posture » .

« Nous avons participé à une commission pour améliorer les procédures de débat public. Tout le monde se désole que les citoyens disent « consultez, consultez, consultez » et quand on met en place des dispositifs moins de 10 % des gens participent. C'est comme ça. Il y a le déclaratif, ce que déclarent certains leaders d'O.N.G., et des français qui disent « moi je ne me sens pas concerné ». Comment faire en sorte qu'ils le soient ? Année après année ça ne s'améliore pas... On pense peut-être qu'avec Internet ça va s'améliorer »

« Il y a quelques années, un ministre a créé l'agence française de communication sur l'alimentation et le rural. Un organisme destiné à renouer ce lien. J'en étais président. J'ai fini par démissionner pour une raison très simple. Il était extrêmement difficile de faire coexister l'ensemble des professions agricoles. Des représentations diverses, ce sont retrouvées autour de la table sur un sujet pourtant d'intérêt général. On a coincé car ce qui comptait ce n'était pas ce qu'on allait dire sur le monde agricole mais qui allait le dire. Quelle allait être la signature, donc quelle organisation allait être porteur du message. C'est une grosse erreur, on regarde d'abord la signature avant de savoir quel est le message ».

Agriculture-Société : comment construire un New deal ?

Tout au long de nos Assises, les participants ont évoqué des ingrédients qui permettraient de construire un « New Deal » entre l'agriculture et la société.

1. RETROUVER UN CAP, DES PERSPECTIVES PARTAGEES

- a. Repartir du monde agricole, des agriculteurs. Pourquoi devient-on agriculteur ? Reconstruire du sens au métier agricole.

Pour le monde agricole, se pose la question de ce qu'il veut, là où il veut aller. « *Aujourd'hui, après la phase de modernisation, il y a peut-être plus de questions sur le pourquoi, le sens du métier. Ça vaut peut-être le coup de s'y intéresser d'une autre façon.* », en intégrant évidemment l'exigence de « *bien vivre de son métier* ».

- b. Travailler à préciser aussi les attentes « du public », du reste de la société.

Ce Cap, ces perspectives, doivent faire l'objet d'un accord « *On ne peut pas le faire tout seul, mais avec la société* ». Mais une interrogation demeure, « *Les agriculteurs ont besoin de renouer le lien, mais est-ce que le public, les consommateurs, ont besoin de renouer le lien ? Ils ne se posent pas la question de cette façon-là* ».

- c. Pour assurer une rencontre positive, la perspective de la ruralité pour fédérer les énergies, dépasser certains blocages

Certains ont évoqué l'intérêt qu'il y aurait à mettre au cœur des retrouvailles le devenir de la ruralité, peut-être plus que celui de l'agriculture elle-même. « *Raisonner en termes de ruralité plutôt qu'en termes parcellaires. Un sujet qui va monter : la fracture territoriale. 30 % des Français s'estiment délaissés pour des raisons géographiques. Les métropoles et les déserts français... une dichotomie, quelque chose qui m'inquiète. Pour lutter contre ça, il faut que les gens le fassent ensemble. Trouver une cohésion qui soit une cohésion de territoire. Ça passe par le dialogue.* »

« *Les consommateurs disent : quelle est la promesse que vous nous faites ? Certifier les pratiques. Mais imaginez le pacte culturel qu'il faut pour arriver à vendre ça. Ces bonnes pratiques.* ».

- d. Repartir de thématiques reconnues d'intérêts communs entre les agriculteurs et le reste de la société. Et en retrouvant l'horizon du plaisir !

Au cours des exposés, des débats, des pistes d'actions ont été proposées « *L'alimentation ça devrait être un bien commun. Parce que c'est un enjeu de société. Des impacts sur la santé sur l'environnement etc.* ». L'importance de relier agriculture et alimentation, par exemple en retravaillant les « horizons du goût ». Aller vers une meilleure valorisation de la biomasse (agroénergie, agromatériaux, sans oublier le bois, la forêt...). Améliorer la qualité de l'environnement, mais aussi la préservation d'espaces ruraux multifonctionnels...

Pour certains, au-delà de tout, c'est redonner l'horizon du plaisir autour des questions agricoles qui est capital. Ainsi, « parler d'alimentation, c'est retrouver le sourire »

2. POUR AVANCER, DES PROPOSITIONS EN TERMES DE PROCESSUS PLUTOT QUE DES SOLUTIONS TOUTES FAITES

a. Ouvrir le dialogue, sans forcément savoir où il va mener

« Pour un New Deal, il faut ouvrir la concertation, ouvrir le dialogue ».

« Parfois le monde agricole aurait à gagner à dire je ne sais pas, je ne suis pas sûr... ça déstabiliserait au moins les journalistes. Et vous ouvririez peut-être d'autres discussions. »

b. Passer de la culture de la normalisation à la culture de la contractualisation, du volontariat

« Aujourd'hui, la question du contrat entre l'agriculture, l'entreprise, et les citoyens, est indispensable. »

« Le contrat : on peut en avoir une vision économique. Le juste prix pour les agriculteurs. Le contrat peut être une bonne solution. Est-ce qu'il apporte vis-à-vis de l'opinion un plus ? Je suis administrateur d'une entreprise numéro un mondial de la transformation de légumes. Elle a fait un effort de prospective. On ne considère pas l'alimentation comme un autre produit. Ce qui nous touche, c'est le vivant. Ils ont travaillé sur ce qui pouvait faire sens. Il y a aussi la relation avec le monde agricole. Un respect d'un cahier des charges qui donne des garanties aux uns et aux autres. La contractualisation peut être un élément de communication vis-à-vis du public ».

« La RSE : j'y crois beaucoup car je préfère les démarches basées sur le volontariat plutôt que sur des contraintes mal comprises. »

c. Monter en complexité, « une agronomie multi-qualités » à construire, par des voies variées

« La multi-performance. Plus de traçabilité. Prise en compte de l'ensemble des problématiques de la complexité agricole. ».

« Arriver à créer des solutions partagées par le dialogue. Un exemple, celui de la méthanisation. Avec de la concertation et du dialogue préalable, ce n'est pas sûr qu'il y aurait tous ces blocages ».

« Il n'y a pas une réponse mais des réponses, le long versus le court... mais une combinaison de réponses, ne pas opposer le tout immatériel et technologique vs le bio, le naturel... mais répondre ensemble à une réponse plus complexe »

LA MATRICE TERRITORIALE POUR MIEUX PENSER ET AGIR ENSEMBLE, ET POUR S'OUVRIRE POSITIVEMENT AUX AUTRES, AU MONDE...

« Avec le territoire. Sur un territoire, c'est une alchimie, à vivre ensemble, ça ne se décrit pas toujours par des mots. Et le temps long. Un attachement à un territoire à une histoire à quelque chose d'identitaire. On veut que le territoire reste attractif sur le temps long. Ça fait du lien entre les personnes. Ça doit être possible aussi aujourd'hui autour de communautés plus virtuelles notamment avec les réseaux sociaux ».

« Une conséquence de la globalisation, ça devait être la tribalisation des sociétés : reconstituer des groupes plus petits au sein desquels il y a du partage de valeurs. Ça se révèle avec des effets positifs et négatifs. Si le phénomène de globalisation continue, on va assister à des recherches de valeurs dans des groupes de plus petites tailles ».

« On met en place des filières territorialisées. C'est très important. Tout se passe sur le territoire, des emplois qui restent sur le territoire... »

« Nous sommes des militants, à travers notre expérience agricole, de recréer des cultures de micro-territoires. Des associations sur un bassin versant, avec les agriculteurs, avec tous les acteurs. Des tribus de territoire qui ont leur fierté, où le dialogue se crée, des acteurs qui parlent... Les a priori tombent... [...] »

« Tout le monde se retrouve sur la fierté du territoire, et la possibilité de discuter en direct avec les élus du territoire. Se retrouver dans cette forme-là, on crée du respect et de la bienveillance. Après on peut travailler [...] Retrouver des formes, aux bonnes échelles, où les gens se reparlent. Recréer ces formes associatives respectueuses et bienveillantes, pas utopiques. Des formes collégiales ».

« Cela permet de recréer la confiance, d'abord avec élus (il faut commencer par ça) et avec des leaders d'opinions, des leaders de la société civile dans chaque territoire ».

Des territoires et des tribus qui ne doivent pas se fermer sur elles-mêmes et aux autres... il ne faut pas réduire territoire à développement local. Le territoire apparaît comme une matrice permettant concrètement de comprendre et d'agir en situation complexe, d'innover ensemble, dans une démarche ouverte sur le monde.

« Le débat ce n'est pas le commerce ou le développement local mais la combinaison des deux. »

« On travaillait avec des PME de l'agroalimentaire. Leur mal être, les questions qui se posent, sont exactement les mêmes que celles des agriculteurs. Si on arrive à réunir non pas les mal-être mais la fierté de ses demandes, on gagnera la bataille ».

« Ce que je lisais sur l'enquête sur l'agriculture biologique, ce souci de retrouver de l'autonomie. Mais pas d'aller à contrecourant, mais avec les industries agroalimentaires : comment retrouver des possibilités de choix et de liberté ? »

3. EN CONCLUSION

En conclusion, oser les transitions souples : se donner le temps, partir des projets, parler des réussites, innover ensemble

« Il faut partir de la personne que l'on a à convaincre »

« Si on veut parler de ce dialogue, il faut parler de toutes les réussites de ce monde agricole. »

« C'est par l'innovation qu'on répondra le mieux aux demandes environnementales, et non pas avec les vieilles recettes comme certains l'imaginent. Sortir de l'idée que la petite agriculture c'est la petite maison dans la prairie. Démystifier, parler. »